

**Population.** Des experts soulignent le rôle économique vital des 175 millions d'immigrés.

# Mouvement de fonds sur la planète

**O**riginaires d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, ils partent en quête d'un travail dans les pays industrialisés. Le phénomène est vieux comme le monde, mais il ne cesse de s'accroître. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la planète compte aujourd'hui quelque 175 millions de personnes qui résident de manière permanente hors de leur pays natal, soit deux fois plus qu'il y a trente-cinq ans. Bien sûr, au-delà de ces chiffres bruts, il y a la tragédie des immigrés clandestins noyés, asphyxiés dans des camions, des enfants mexicains travaillant en Amérique du Nord, du scandale de passeurs et autres cyniques parrains qui «gèrent» quotidiennement un véritable trafic humain à l'échelle planétaire estimé à plus de 15 milliards de dollars par an (12,5 milliards d'euros)... Mais la semaine dernière, lors de l'assemblée annuelle de l'OIM qui a réuni quelque 102 pays, les experts de l'agence onusienne ont fait le même constat que les années précédentes: «Un changement

*de discours dans la façon d'appréhender l'immigration est de plus en plus évident.»*

**Vital.** A en croire les experts, «les débats stériles» entre les pays du Sud et ceux du Nord tendent à s'estomper avec le temps. Ainsi, selon Gervais Appave, directeur des politiques migratoires de l'OIM, «les pays riches et les pays en développement reconnaissent de plus en plus le rôle vital que les immigrés jouent dans leur économie. Les pays membres de l'OIM n'en sont plus à débattre pour savoir si l'immigration est une bonne ou une mauvaise chose». A l'origine de ce changement de perception? Bien sûr, il y a sans doute la peur d'une forte dénatalité qui contraint les pays développés à recentrer les débats sur une vision plus économique et moins sécuritaire que par le passé. «Du moins au sein de l'OIM, même si c'est moins évident lorsqu'il s'agit de décrypter certains discours nationaux», précisent les responsables de l'agence internationale.

En fait, ces derniers estiment que l'explication se trouve plutôt du côté des transferts de fonds financiers des immigrés

vers leurs pays d'origine. A l'instar de l'OIM, la plupart de ses pays membres se sont intéressés à tous les transferts des immigrés, ceux qui passent par les banques, la poste ou les établissements spécialisés, mais

aussi à ceux qui transitent par des réseaux moins formels, via un commerçant, un ami ou simplement un porteur. Résultat? Tout le monde est d'accord pour dire que ce sont plus de 200 milliards de dollars (165 milliards d'euros) que «rapatrient» chaque année les 175 millions d'immigrés.

**Bénéfique.** Le fait nouveau réside donc dans la prise de conscience de ces flux et de leur rôle dans le financement des pays en développement. Même s'ils sont destinés

presque exclusivement à la consommation, leur effet sur l'économie locale est bénéfique. «Très souvent, il s'agit des premières ressources de devises des pays en développement», explique Gervais Appave. En moyenne, chaque dollar reçu génère trois autres dollars grâce à un effet multiplicateur. Ainsi, l'argent des émigrés est souvent investi dans la

construction, ce qui implique des salaires supplémentaires, et donc de nouvelles dépenses de consommation. L'OIM souligne que ces envois de fonds dépassent désormais les montants de l'investissement étrangers en provenance des pays industrialisés ou encore de l'aide publique au développement. Ceux qui «profitent» le plus de ces transferts sont, par exemple, le Mexique, l'Inde, l'Égypte, le Maroc ou la Tunisie. Mais avec moins de 5% des transferts, les pays de l'Afrique subsaharienne restent marginalisés.

Dernier constat: la fuite des «cerveaux» du Sud vers le

Nord est moins évidente que par le passé. Certes, le Nord attire toujours les personnels qualifiés des pays du Sud. Partout, les pays en développement ou en transition subissent un véritable exode de leurs éléments les mieux formés. «Mais on assiste aussi, et c'est nouveau, à un phénomène de retour de ces migrants. Il y a désormais une cohabitation entre fuite des cerveaux et circulation des cerveaux», conclut l'OIM. ◆

VITTORIO DE FILIPPIS

## L'Europe s'éloigne de son image de forteresse

Le rapport présenté hier par l'UMP Thierry Mariani anticipe la pénurie de main-d'œuvre.

**L'**Europe est dorénavant le premier continent d'immigration. Ses 1,7 million d'entrées légales (en 2000) dépassent les chiffres du Canada et des Etats-Unis réunis. Hier, à l'Assemblée nationale, en présentant son rapport d'informations sur la politique européenne d'immigration, Thierry Mariani, député UMP, a voulu éloigner le spectre d'une «Europe forteresse». Tout en présentant un volet consacré à la lutte contre l'immigration clandestine et à la gestion commune des frontières, le député a mis en relief le nouveau visage de l'Europe, terre d'immigration. Et décortiqué

ses besoins économiques en main-d'œuvre étrangère.

«Cela fait trente ans que les Européens parlent du prix du lait et seulement trois qu'on discute des questions d'immigration [...]». Aujourd'hui, c'est devenu une préoc-

cupation de tous les pays européens, même ceux du Sud», signale le député. L'Italie, l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande, traditionnels pays d'émigration, sont en effet devenus des pays d'accueil. L'excédent migratoire est devenu, au cours des années 90, la première source d'augmentation de la population de l'Union. Muni de tous ces chiffres, Thierry Mariani a enfoncé le clou: «C'est une réalité que nul ou presque ne cherche

plus aujourd'hui à contester: l'Europe a besoin d'immigration - d'une immigration maîtrisée, voulue et non subie - pour faire face à des pénuries de main-d'œuvre.»

Même s'il a également nuancé: «L'immigration ne permettra pas, à elle seule, de répondre au défi constitué par le vieillissement de la population européenne.»

Quelle politique appliquer? Les Italiens ont proposé, en septembre, d'introduire un système de quotas par nationalité et catégorie d'immigrants. Fixés par chaque Etat membre, ils seraient additionnés et inclus dans un «paquet UE» que l'Union utiliserait

dans les négociations sur la gestion des flux migratoires avec les pays d'origine. Si l'Espagne et l'Autriche ont bien accueilli cette proposition, les autres Etats sont plus réticents. Une étude sera menée par la Commission euro-

péenne sur ce sujet. Comme l'avait déjà fait Jacques Chirac, Thierry Mariani a dit son hostilité au système de quotas. Trop rigides, ils ne joueraient que sur une proportion très faible d'immigrants (entre 5 et 10% des flux). Selon lui, ils «*politiserait*» l'immigra-

tion «*dont les chiffres sont débattus et contestés avant même qu'un immigré n'ait franchi la frontière*». Enfin, autre inconvénient, ils risqueraient de poser de «*délicates questions diplomatiques*». ◆

CHARLOTTE ROTMAN